

Caen

L'UFR Staps à nouveau dans la crise

QUOTIDIEN OUEST-FRANCE | mercredi 17 janvier 2018

673 mots



Les enseignants de l'UFR Staps, soutenus par plusieurs élèves, se sont mis en grève mardi 16 janvier. - Crédit Ouest-France.

Après une année 2016-2017 fortement perturbée par les conflits, l'UFR Staps traverse de nouvelles turbulences. Enseignants et élèves dénoncent toujours une « désorganisation ».

2017 : une année compliquée

L'année universitaire 2016 - 2017 de l'UFR Staps (Unité de formation et de recherche en sciences et techniques des activités physiques et sportives) n'a pas été d'une sérénité à toute épreuve. En février 2017, étudiants, professeurs et personnel administratif avaient bloqué l'accès à l'établissement situé sur le campus Côte de Nacre. Les revendications étaient longues comme un jour sans pain : vétusté des locaux, souffrance au travail, désorganisation des cours... « **En 25 ans, on n'a jamais vu ça** », témoignaient des profs en fin de carrière.

Et par un malheureux concours de circonstances, à l'heure des examens, un autre problème avait réveillé la colère des étudiants : des erreurs de calcul dans les résultats déclaraient admis des candidats non admis et inversement.

« Pas d'amélioration »

Si la rentrée s'est effectuée dans le calme, il n'a fallu que quelques semaines pour que les problèmes resurgissent. Mardi 16 janvier, étudiants et professeurs ont ressorti la panoplie du gréviste. Les drapeaux de la FSU flottent à nouveau sur le parvis de l'UFR. Cette fois-ci, pas de blocage, mais un arrêt de travail en bonne et due forme.

Patrick Vassort, maître de conférences en Staps et porte-parole du mouvement, affirme que rien n'a réellement changé depuis l'année dernière : « **Les locaux sont toujours aussi vétustes, le personnel est encore en souffrance et les études restent aussi désorganisées.** » À cela, viennent s'ajouter deux nouvelles récriminations : « **La présidence de l'université refuse de nous communiquer les résultats d'une enquête administrative qu'elle a elle-même diligentée** », ajoute Patrick Vassort. Enfin : « **La convocation de deux de nos collègues**

devant la médecine du travail nous semble diffamatoire. »

Le témoignage d'un enseignant

Jean (prénom d'emprunt), enseignant en Staps, avait participé aux mouvements de grogne l'année passée. Il estime être victime de représailles. **« J'ai été convoqué par la médecine du travail pour conduite addictive, sur la foi d'un témoignage qui date d'il y a quelques années. Au final, le médecin m'a déclaré apte à reprendre le travail. Mais cette procédure m'a dévasté. On m'a fait passer un bilan de compétence en cas de reconversion, on m'a retiré des ordres de mission. Aujourd'hui, je suis complètement déstabilisé. J'ai dû me mettre en arrêt de travail. »**

Les étudiants « en attente de solutions »

Alex, étudiant en master 2 et Tom, inscrit en L2, élus au conseil d'établissement, ne cachent pas leur inquiétude. Cette UFR, qui accueillait 654 étudiants en 2008 et en compte aujourd'hui 1 305, est **« dans une situation chaotique »**, estiment-ils d'une même voix. **« Parfois, on reçoit l'emploi du temps de la semaine le dimanche soir. Les plages horaires ont été allongées jusqu'à 20 h. Les problèmes d'organisation nous retombent dessus et quand on pose des questions, nous n'obtenons aucune réponse. Il y a un réel problème de communication ».**

Jean-Philippe GAUTIER.